

Publié le 07 juin 2012 à 05h00 | Mis à jour le 07 juin 2012 à 09h44

Groupe maritime Verreault a un œil sur la Davie



[Agrandir](#)

La présidente du Groupe maritime Verreault, Denise Verreault, a manifesté son intérêt pour le chantier maritime.

Photothèque Le Soleil



[Gilbert Leduc](#)

Le Soleil

(Québec) Présidente et chef de la direction du Groupe maritime Verreault, Denise Verreault a l'oeil sur le chantier naval de Lévis. «Oui, il y a un intérêt de ma part. Je pense qu'il y a une belle fenêtre d'opportunité présentement pour nous de ce côté. La question est de savoir s'il y a un intérêt de la part du gouvernement du Québec à ce que je rentre au chantier de Lévis.»

Racontant au *Soleil* que cela faisait déjà «assez longtemps» qu'elle affichait de l'intérêt pour le chantier devenu orphelin, Denise Verreault estime que l'entreprise a du «potentiel». Et pour exploiter au maximum ce potentiel, le repreneur éventuel du chantier devra avoir les «bonnes conditions» entre les mains.

Refusant d'énumérer les «bonnes conditions» nécessaires à la relance du chantier - «Nous ne sommes pas encore rendus là», insiste-t-elle -, Denise Verreault avance qu'elle sait ce que ça prend pour faire fonctionner une compagnie maritime. «Ces bonnes conditions, je les connais.»

«Le plus important, c'est de connaître la *business*. Si, demain matin, vous me demandez d'aller opérer une usine de fabrication de biscuits, c'est certain que ça ne marchera pas. Je vais la jeter par terre. Un chantier maritime, par contre, c'est ma *business*», affirme celle qui dirige une entreprise aux Méchins, en Gaspésie, spécialisée dans la réparation, la transformation et la construction de navires. Avec Verreault Navigation - son entreprise soeur -, le Groupe maritime Verreault, fondé en 1956, fait travailler 150 personnes.

Denise Verreault prévient toutefois qu'elle ne se jettera pas à l'eau si elle ne perçoit pas un réel intérêt de la part du gouvernement du Québec à la voir s'immiscer dans le portrait.

«Si le gouvernement ne veut pas que je rentre au chantier de Lévis, je n'irai pas me battre ou me chicaner. C'est certain que si je rentre là, je vais vouloir que ça marche. Je n'irai pas mettre en jeu ma réputation, ma crédibilité», affirme-t-elle en précisant qu'elle n'avait pas eu d'échange avec des représentants du gouvernement du Québec au sujet de la relance de Davie Canada, qui compte toujours, dans son carnet de commandes, des contrats pour la construction de trois navires pour la société norvégienne Cecon et de deux bateaux passeurs pour le compte de la Société des traversiers du Québec.

De l'expérience

Mme Verreault invite d'ailleurs le gouvernement québécois à regarder dans sa propre cour pour trouver un nouvel acheteur pour le chantier de Lévis. «Pourquoi toujours aller chercher des gens de l'extérieur et croire que le gazon est plus vert ailleurs? Vraiment, je ne comprends pas. Je me dis que ça prend quelqu'un du Québec qui connaît la *business*, qui a de l'expérience dans le maritime et qui veut que ça fonctionne.»

Par ailleurs, la femme d'affaires n'est pas surprise par la tournure des événements chez Davie Canada. En l'espace de quelques jours, le propriétaire du chantier, Upper Lakes Group, et son principal partenaire, SNC-Lavalin, ont avisé le gouvernement qu'ils levaient les voiles. «Ces gens-là sont apparus dans le décor dans l'espoir de décrocher une partie des contrats de 35 milliards\$ du gouvernement du Canada pour la construction de navires et ils n'ont rien eu. Ça fait du sens que l'on apprenne, aujourd'hui, qu'ils quittent Lévis.»

Rappelons, pour la petite histoire, que l'entreprise de Mme Verreault faisait partie d'un consortium, au milieu des années 90, en compagnie de la firme d'architecture

navale Navtech, de Roche et du Groupe Canam, qui luttait contre Dominion Bridge pour mettre le grappin sur le chantier de Lévis.